**REPUBLIQUE DU NIGER**



**MILLENIUM CHALLENGE ACCOUNT – NIGER**

**\*\*\***

**DEMANDE DE COTATIONS**

**Type de contrat : Prix forfaitaire**

**N°** **IR/RMA/4/Shop/443/23**

**Travaux** **de construction d'un forage communautaire en remplacement de celui impacté dans le cadre de la réhabilitation de la RN35, Margou-Gaya.**

**Février 2023**

Table des matières

[I. INTRODUCTION 3](#_Toc105060284)

[II. INVITATION 3](#_Toc105060285)

[III. CONTENU DU DOSSIER DE COTATION 4](#_Toc105060286)

[IV. CONTENU DU DOSSIER DE SOUMISSION 5](#_Toc105060287)

[V. VISITE DE SITE 5](#_Toc105060288)

[VI. DELAI D’EXECUTION DES TRAVAUX 5](#_Toc105060289)

[VII. DEMANDE D’ECLAIRCISSEMENTS 5](#_Toc105060290)

[VIII. EVALUATION DES COTATIONS 6](#_Toc105060291)

[IX. ATTRIBUTION DU MARCHE 6](#_Toc105060292)

[X. CONTESTATION DE LA PROCEDURE D’ADJUDICATION 6](#_Toc105060293)

[Annexes de la Demande de Cotation 7](#_Toc105060294)

Date : Niamey, le 22 février 2023

Madame, Monsieur,

**Titre du Marché****:** **Travaux de construction d'un forage communautaire en remplacement de celui impacté dans le cadre de la réhabilitation de la RN35, Margou-Gaya**

**Réf. : N°IR/RMA/4/Shop/443/21**

# INTRODUCTION

Les États-Unis d’Amérique, agissant par l’intermédiaire de la Millennium Challenge Corporation (« MCC ») et le Gouvernement de la République du Niger (le « Gouvernement ») ont conclu un programme de coopération en vue d’une assistance au titre du Millennium Challenge Account pour un montant d’environ Quatre Cent Trente Sept Millions de Dollars (USD 437,000,000) (le « Financement MCC ») afin de contribuer à la réduction de la pauvreté par la croissance économique au Niger (le « Compact »).

Le Compact comprend deux projets :

* Le **Projet Irrigation et Accès aux Marchés**, dont l’objectif est d’augmenter les revenus d’origine rurale par le biais de l’amélioration de la productivité agricole et de l’augmentation des ventes issues de la modernisation de l’irrigation agricole et des systèmes de gestion des inondations, en assurant un accès suffisant aux divers secteurs et marchés existants.
* Le **Projet de Communautés Résilientes au Changement** Climatique dont l’objectif est d’augmenter les revenus des familles dépendant de l’agriculture et de l’élevage à petite échelle dans les communes éligibles et sur les axes d’élevage de bétail dans les régions rurales du Niger. Il a aussi pour objectif d’améliorer la productivité des exploitations agricoles et des éleveurs, en favorisant le développement durable des ressources naturelles essentielles à la production, en soutenant la croissance des entreprises agricoles et en augmentant les ventes des marchandises ciblées sur les marchés concernés.

Le Gouvernement, agissant par l’intermédiaire du Millennium Challenge Account - Niger (« MCA-Niger » ou l’« Entité MCA »), entend utiliser une partie du Financement MCC pour des paiements éligibles en vertu d’un Contrat pour lequel est émis la présente Demande de Cotations.

Cette Demande de Cotations vient compléter l’Avis général de passation des marchés (PP20) qui a été publié sur le site de Nigeremploi et sur DgMarket le 18 janvier 2023 et sur le site de MCA-Niger le 19 janvier 2023.

# INVITATION

MCA-Niger vous invite à soumettre une Cotation pour les Travaux répondant aux Spécifications et Calendrier d’exécution des Travaux contenus dans le présent Dossier de Demande de Cotations.

Il s’agit d’un Lot unique pour les travaux de construction d'un forage communautaire en remplacement de celui impacté dans le cadre de la réhabilitation de la RN35, Margou-Gaya regroupant :

1. Un Forage ;
2. Un réservoir de stockage d’eau ;
3. Un système solaire de pompage ;
4. Une rampe comportant robinets pour la distribution de l’eau et ;
5. Un dispositif de raccordement et de protection du site.

Les entreprises sont invitées à soumettre leur offre uniquement aux adresses électroniques ci-dessous.

|  |  |
| --- | --- |
| Date limite de remise des Cotations | **Le 15 mars 2023 à 10 heures précises (heure du Niger)** |
| Monnaie de la Cotation | **Francs CFA** |
| Prix | Les prix indiqués doivent être en **Francs CFA Hors taxes, hors douane (HT-HD)** conformément au statut dont bénéficie le financement de MCA-Niger en République du Niger. |
| Validité de la Cotation | **90 jours à compter de la date limite de dépôt des Cotations :**  Une Offre avec un délai de validité de moins de ***90 jours à compter de la date limite de dépôt des Cotations*  *sera rejetée***. |

**Adresse de dépôt de la Cotation :**

[AMEEMMCANigerPA@dt-global.com](mailto:AMEEMMCANigerPA@dt-global.com) avec copie à [procurement@mcaniger](mailto:procurement@mca.niger).ne

Avec comme objet du courriel : **« N°IR/RMA/4/Shop/443/21-Construction d'un forage communautaire RN35, Margou-Gaya ».**

**Les Offres arrivées en retard (au-delà de la date et de l’heure ci-dessus indiquées) seront rejetées.**

# CONTENU DU DOSSIER DE COTATION

Le Dossier de demande de Cotations spécifie les Travaux faisant l’objet du marché, fixe les procédures de la consultation et stipule les conditions du Marché. Le dossier comprend les éléments énumérés ci-après :

1. Lettre de soumission de la Cotation ;
2. Bordereau des prix des Travaux ;
3. Calendrier d’exécution des Travaux ;
4. Spécifications techniques des Travaux ;
5. Modalités de Contestation de la procédure d’adjudication ;
6. Formulaire de Certification des entreprises publiques ;
7. Modèle de Bon de Commande et ses annexes.
8. Dispositions complémentaires de la MCC.

L’Entrepreneur devra examiner les instructions, et spécifications contenues dans le Dossier de Demande de Cotations.

La Cotation ainsi que toutes les correspondances y relatives, seront rédigées en français.

# CONTENU DU DOSSIER DE SOUMISSION

La Cotation du soumissionnaire doit comprendre :

1. Une Lettre de Soumission datée et signée conformément au formulaire joint (en Annexe A) **de prix hors taxes, hors droit de douane** et libellée en **francs CFA** conformément à **l’Annexe A.** Toute Offre non accompagnée de la Lettre de Cotation signée par le représentant ou la personne autorisée par la société **sera déclarée non conforme et rejetée** ;
2. Un Bordereau des Prix daté et signé conformément à **l’Annexe B**; Toute Offre non accompagnée du bordereau des prix signé par le représentant ou la personne autorisée par la société **sera déclarée non conforme et rejetée** ;
3. Un Calendrier d’exécution des Travaux daté et signé conformément à **l’Annexe C** ;
4. La copie du registre de commerce et du crédit mobilier (RCCM) ou ***équivalent selon le Pays***, du numéro d’identification fiscal (NIF) ou ***équivalent selon le pays*** ; Quant à l’Attestation de Régularité Fiscale (ARF) qui concerne seulement le soumissionnaire local, elle sera demandée au soumissionnaire finalement retenu, avant la signature du Bon de Commande ;
5. Le pouvoir habilitant le signataire de l’Offre à engager le soumissionnaire (procuration ou autre forme d’autorisation) s’il est différent des représentants légaux du soumissionnaire inscrit sur le RCCM ou dans les statuts de l’entreprise ;
6. Une copie légalisée de l’agrément de 2ème catégorie ou plus en Hydraulique ;
7. Au moins deux références d’exécution contrats de travaux de foration accompagner d’installation de système solaire de pompage au cours des deux (02) dernières années (2020-2022) à partir de la date limite de dépôt des cotations. Ces preuves doivent être matérialisées par des attestations de bonne exécution ou des procès-verbaux de réception provisoire ou définitive et de leurs contrats.

***Les éléments décrits au niveau des points 1et 2, 3 et 7 doivent être données dès la soumission pour permettre l’analyse, les demandes de clarification ou de complément peuvent être envoyées aux soumissionnaires durant l’évaluation***

# VISITE DE SITE

Aucune visite du Site n’est prévue par le Maître d’Ouvrage.

# DELAI D’EXECUTION DES TRAVAUX

Le délai d’exécution des Travaux est de de **Soixante (60) jours** calendaires à compter de la notification de l’ordre de service.

Si l’Entrepreneur n’exécute pas l’un quelconque ou l’ensemble des Travaux prévus dans les délais spécifiés dans le Marché, MCA-Niger, sans préjudice des autres recours qu’il détient au titre du Marché, pourra déduire du prix du Marché, à titre de pénalités, 0,5 % par semaine de retard du Prix du Marché.

Le montant maximum des pénalités de retard est plafonné à 10% du Prix visé.

# DEMANDE D’ECLAIRCISSEMENTS

Si les Entrepreneurs désirent obtenir des éclaircissements sur la présente Demande de Cotations, ils doivent les notifier à l’Agence de passation des marchés du MCA-Niger par écrit au **moins sept (7) jours** ouvrables avant la date limite de remise des Cotations**.** Les demandes d’éclaircissements doivent être envoyées par courriel à l’adresse ci-après :

[AMEEMMCANigerPA@dt-global.com](mailto:AMEEMMCANigerPA@dt-global.com)copie à [procurement@mcaniger.ne](mailto:procurement@mcaniger.ne) avec la mention en Objet du courriel [***référence et objet du marché dûment abrégé***].

MCA-Niger répondra aux demandes de clarifications en envoyant un courriel à tous les Entrepreneurs au plus tard **quatre (4) jours ouvrables** avant la date limite de remise des Cotations.

# EVALUATION DES COTATIONS

L’évaluation des Cotations se fera en trois étapes :

* Examen de la conformité administrative de l’Offre ;
* Examen de la conformité technique de l’Offre, selon le système d’appréciation « Conforme / Non conforme » ; (Non Applicable)
* Vérification de l’éligibilité des soumissionnaires ;
* Vérification des opérations arithmétiques, en utilisant le cas échéant les prix unitaires pour procéder aux corrections nécessaires, suivie de la comparaison des prix des Cotations techniquement conformes.

# ATTRIBUTION DU MARCHE

Le marché sera attribué à l’entrepreneur dont la Cotation sera jugée conforme aux dispositions de la Demande de Cotations et qui aura proposé le prix le moins disant sous réserve que ce prix soit jugé raisonnable. Une détermination négative (Prix déraisonnablement élevé ou déraisonnablement bas) constitue une raison pour rejeter l’Offre à la discrétion de MCA Niger.

Avant l’attribution du Marché, MCA-Niger se réservera le droit de conduire une vérification complète de l’éligibilité du potentiel adjudicataire conformément aux dispositions des Directives de la Passation des Marchés de la MCC (« **Directives**») disponibles sur le site suivant : [www.mcaniger.ne](http://www.mcaniger.ne). Le fournisseur ne sera pas autorisé à revoir sa Cotation si elle est jugée non raisonnable.

# CONTESTATION DE LA PROCEDURE D’ADJUDICATION

Le système de règlement des contestations des soumissionnaires de MCA Niger s’applique à tout soumissionnaire qui s’estime être lésé du fait d’une décision de passation des marchés de MCA Niger.

Tout soumissionnaire qui prétend avoir subi un préjudice du fait d’une décision de passation des marchés de la part de MCA-Niger qu’il estime non conforme aux Directives de la Passation des Marchés de MCC ou aux documents du dossier de Demande de Cotations, peut contester la décision conformément aux règles du système de contestation des soumissionnaires publiées sur le site web de MCA-Niger ( [www.mcaniger.ne](http://www.mcaniger.ne)), voir les modalités en Annexe D.

Le MCA-Niger se réserve le droit d’annuler la présente Demande de Cotations à toute étape du processus, sans être tenu d’en apporter les justifications ; toute contestation portant sur une telle annulation sera irrecevable.

Veuillez agréer, Madame/Monsieur, l’assurance de ma considération distinguée.

**Mr. Mamane M. Annou**

**Directeur Général**

**MCA Niger**

# Annexes de la Demande de Cotation

ANNEXE A : LETTRE DE SOUMISSION DE LA COTATION

ANNEXE B : BORDEREAU DES PRIX DES TRAVAUX

ANNEXE C : CALENDRIER D’EXECUTION DES TRAVAUX

ANNEXE D : SPÉCIFICATIONS DES TRAVAUX ET DESSINS

ANNEXE E : CONTESTATION DE LA PROCEDURE D’ADJUDICATION

ANNEXE F : FORMULAIRE DE CERTIFICATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES

ANNEXE G : MODELE BON DE COMMANDE

# 

**ANNEXE A : LETTRE DE SOUMISSION DE LA COTATION**

Date : …………

**Demande de Cotations No : IR/RMA/4/Shop/443/21**

**Titre du Marché : « Travaux de construction d'un forage communautaire en remplacement de celui impacté dans le cadre de la réhabilitation de la RN35, Margou-Gaya »**

A l’attention du Directeur Général du MCA Niger

S/C de l’Agence de Passation des Marchés

Boulevard Mali Béro en face du Lycée Bosso, 2ème Etage

Niamey, Niger.

Mesdames et/ou Messieurs,

Après avoir examiné le Dossier de Demande de Cotations dont nous accusons ici officiellement réception, nous, soussignés, offrons d’exécuter les **travaux de construction d'un forage communautaire en remplacement de celui impacté dans le cadre de la réhabilitation de la RN35, Margou-Gaya** - **DC- N°IR/RMA/4/Shop/443/21** conformément à la Demande de Cotations et pour la somme de [ ***prix total de l’Offre en Francs CFA*** ***Hors Taxe / Hors droit de Douane en chiffres et en lettres*** ] ou autres montants énumérés au Bordereau des Prix ci-joint et qui fait partie de la présente Cotation.

Nous nous engageons, si notre Cotation est acceptée, à exécuter les Travaux selon les dispositions précisées dans le Calendrier d’exécution des Travaux.

Nous nous engageons sur les termes de cette Cotation pour une période de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date fixée pour le dépôt des cotations, telle que stipulée dans la Lettre de Demande de Cotations ; la Cotation continuera à nous engager et pourra être acceptée à tout moment avant la fin de cette période.

Jusqu’à ce qu’un Bon de Commande en bonne et due forme soit préparé et signé, la présente Cotation complétée par votre acceptation écrite et la notification d’attribution du marché, constituera un Bon de Commande nous obligeant réciproquement.

(Date)

[Signature] [Titre]

[Nom et Prénom]

Dûment autorisé à signer une Offre pour et au nom de :

**ANNEXE B : BORDEREAU DES PRIX DES TRAVAUX**

**Demande de Cotations No : IR/RMA/4/Shop/443/21**

**Titre du Marché : « Travaux de construction d'un forage communautaire en remplacement de celui impacté dans le cadre de la réhabilitation de la RN35, Margou-Gaya»**

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Ref.** | **Description des Travaux *(ajouter Biens connexes si applicable*)** | **Garantie** | ***Unité*** | ***Quantité*** | **Prix unitaire**  **(Hors Taxe / Hors Douane)**  **A remplir par le Soumissionnaire** | **Prix total**  **(Hors Taxe / Hors Douane)**  **A remplir par le Soumissionnaire** | ***Garanties du matériel (le cas échéant)***  **A remplir par le Soumissionnaire** |
| 1. | Construction d'un forage communautaire, conformément à l’annexe D-Spécification des travaux, regroupant :  1) Un Forage ;  2) Un réservoir de stockage d’eau ;  3) Un système solaire de pompage ;  4) Une rampe comportant robinets pour la distribution de l’eau et ;  5) Un dispositif de raccordement et de protection du site. | 6 mois | FF | 1 |  |  |  |

**Arrêté le montant total du marché hors taxes hors douanes à la somme de………………… (en lettres) ……………. (en chiffres ……)**

1. Les coûts proposés sont **HORS TAXES / HORS DOUANES ET TOUTES AUTRES TAXES APPLICABLES**.
2. La devise utilisée est le Franc CFA.
3. “Jour” s’entend “Jour calendaire” et une semaine comprend sept (7) jours.
4. Nous signerons le bon de commande émis par MCA-Niger dans un délai maximum de trois (03) jours ouvrables à compter de sa réception.
5. Nos prix mentionnés ci-dessus comprennent tous les frais nécessaires à l’exécution du marché conformément aux spécifications techniques et autres exigences de cette Demande de Cotations.
6. Notre Offre est valide pour une période de quatre-vingt-dix (90) jours calendaires à compter de la date limite de dépôt des Offres.
7. Garantie : Six (06) mois à compter de la réception provisoire.

**Date : Signature du personnel habilité à représenter l’Entrepreneur**

## ANNEXE C : CALENDRIER D’EXECUTION DES TRAVAUX

**Demande de Cotations No : IR/RMA/4/Shop/443/21**

**Titre du Marché : « Travaux de construction d'un forage communautaire en remplacement de celui impacté dans le cadre de la réhabilitation de la RN35, Margou-Gaya»**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Ref.** | **Description** | **Date (s) d’exécution des Travaux demandées** | **Lieu où les Travaux doivent être exécutés** | **Date (s) d’exécution des Travaux proposées**  **A remplir par le Soumissionnaire** | **Lieu où les Travaux seront exécutés**  **A remplir par le Soumissionnaire** |
|  | Construction d'un forage communautaire, conformément à l’annexe D-Spécification des travaux, regroupant :  1) Un Forage ;  2) Un réservoir de stockage d’eau ;  3) Un système solaire de pompage ;  4) Une rampe comportant robinets pour la distribution de l’eau et ;  5) Un dispositif de raccordement et de protection du site. | **60 jours** | **Daga Daga. à Gaya** |  |  |

**Date : Signature du personnel habilité à représenter l’Entrepreneur**

**ANNEXE D : SPÉCIFICATIONS DES TRAVAUX**

**NOTE D’ORIENTATION**

|  |
| --- |
| **REALISATION D’UN POSTE D’EAU AUTONOME PAR POMPAGE SOLAIRE DANS LA LOCALITE DE CHANTIER DAGA DAGA, COMMUNE DE TANDA, DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTION DE REINSTALLATION DE LA REHABILITATION DE LA RN35 « MARGOU-GAYA » POUR LE COMPTE DU COMPACT NIGER** |

1. Contexte et justification

Dans le cadre de la mise en œuvre des Plan d’Action de Réinstallation de la réhabilitation des routes du Compact Niger, la compensation des pertes de biens revêt une importance capitale et une condition préalable au démarrage effectif des travaux sur le terrain. Pour ce faire, avec l’appui de BERD et de la BAGRI, le MCA Niger a débuté les opérations de compensation au profit des personnes affectées pour lesquelles les pertes de biens ont été recensées. Les compensations sont payées en cash ou virement selon les sections de route définies dans les rapports PAR et tenant compte des dates de démarrage des travaux. A ce jour, les opérations de compensation ont concerné 11 sections sur 12 que compte l’ensemble des 03 routes soit un taux de 91,66% (rapport d’activité BERD, Septembre 2021).

Parmi les biens impactés au niveau de la RN 35 figure un bien sociocommunautaire. Il s’agit d’un forage identifié dans la localité de Chantier Daga Daga de la Commune de Tanda. Cette perte sera compensée via le remplacement par un équipement similaire à valeur ajoutée au profit des populations de ladite localité et de celles environnantes. Conformément aux indications du PAR, les travaux de remplacement se feront par un prestataire recruté selon les procédures d’acquisition du MCA. Quant au suivi de l’exécution, il sera assuré par MCA avec l’appui du consultant BERD et du comité de réinstallation. Les échanges préliminaires, entrepris par BERD avec la mairie de Tanda et la direction régionale de l’hydraulique de Dosso, ont permis d’identifier le type d’équipement à réaliser tenant compte du contexte de la zone notamment en termes de population et d’infrastructures d’accès à l’eau potable. La présente Note d’orientation a été élaborée afin de guider le MCA-Niger dans le recrutement d’un prestataire pour la réalisation d’un mini adduction d’eau potable (AEP) équipée d’un système de pompage solaire au profit des populations de Chantier Daga Daga et des localités environnantes.

# Brève description de l’ouvrage

## 2.1. Caractéristiques

Le bien sociocommunautaire impacté est un forage équipé d’une Pompe à Motricité Humaine (PHM) mais dans un état de non-fonctionnalité.



Pour l’identification du type d’ouvrage à réaliser, des échanges préliminaires ont été menés avec la mairie de Tanda et la direction régionale de Dosso de l’hydraulique en vue de recueillir leurs avis et des informations sur la zone. Les informations recueillies sont :

* L’inexistence d’AEP autonome dans la zone ;
* Les caractéristiques hydrologiques et géophysiques de la zone sont favorables à l’implantation d’un forage
* Le nombre d’habitants de la zone (Chantier Daga Daga et localités environnantes (situées dans un rayon d’au plus 5 Km) est compris entre 2 000 et 3000 personnes issues d’environ 300 ménages ;

L’image ci-dessous illustre la localité de Chantier Daga Daga et des localités environnantes.

Diagram, map

Description automatically generated

En résumé, l’ouvrage approprié et à réaliser au profit des populations de la localité impactée et de celles environnantes est un Poste d’Eau Autonome équipé d’un système de pompage solaire. Les éléments qui composent l’ouvrage sont :

* Un forage
* Un réservoir de stockage d’eau
* Un système solaire de pompage
* Une rampe comportant robinets pour la distribution de l’eau
* Un dispositif de raccordement et de protection du site

2.2. Localisation / site d’implantation

L’objectif de la réalisation de l’ouvrage est de remplacer le forage impacté par la réhabilitation de la RN 35 au niveau de la localité de Chantier Daga Daga. Cependant la finalité du projet est entre autre, l’amélioration de la qualité des services sociaux de base et des conditions de vie des populations de la zone d’influence du projet à travers un meilleur accès aux infrastructures socio-économiques. Pour ce faire, l’ouvrage sera implanté sur un site qui favorisera l’accès à l’eau potable à un nombre important d’habitants de la localité de Chantier Daga Daga et des localités environnantes. Le prestataire procédera donc à l’identification de plusieurs sites selon les aspects techniques et l’accessibilité. Le choix optimal du site sera fait de concert avec le comité de réinstallation et la direction régionale de l’hydraulique.

Le site qui abritera l’ouvrage aura une superficie d’environ 1 000 m2. Au cas où le site identifié ne relève pas du domaine public alors le MCA Niger procédera à une acquisition de la terre auprès du propriétaire en vue de sa rétrocession à la mairie pour les besoins du projet.

# Sélection du prestataire

## 3.1. Objectif

La présente note vise à assister MCA-Niger pour le recrutement d’un prestataire local selon les procédures du MCA-Niger pour la réalisation d’un Poste d’Eau Autonome équipe d’un système solaire dans la commune de Tanda au profit des habitants de la localité de Chantier Daga Daga et celles environnantes.

## 3.2. Mandats

Le prestataire recruté aura pour mandat  :

## 3.2.1 CONSTRUCTION DE FORAGE

Il sera question d’un forage positif conformément aux méthodes et procédures standards en zone de socle. Cet article a pour but de définir la nature, la qualité, les prescriptions techniques, les normes à observer pour la réalisation d’un forage productif en zone de socle. Le Maître d’Ouvrage entend toutefois disposer d’ouvrages et équipements selon les normes en vigueur et en parfait état de marche dans les conditions normales d’utilisation. Ce descriptif est à titre indicatif n’est nullement limitatif. Chaque entrepreneur soumissionnaire devra obligatoirement prendre connaissance de la totalité du dossier d’appel d’offres et s’être rendu compte sur place des contraintes des sites, du transport et de l’acheminement des matériaux et matériels. Il devra faire mention de toutes imprécisions, erreurs ou omissions relevées dans le présent document avant la remise des offres au plus tard 15 jours avant le dépôt des dossiers, à l'adresse suivante

1. Réalisation d’un Forage productif

A.1 La foration

Le forage doit être réalisé en 8 pouces

* Dans le recouvrement sédimentaire : Dégager le recouvrement sédimentaire à l’aide de l’air comprimé ou de la boue à base de l’aqua-GS ou de la bentonite. Placer les tubes guides provisoires de diamètre 179/200 ou plus afin de stabiliser la paroi des formations meubles.
* Dans le socle cristallin/cristallophyllien Utiliser la méthode de marteau fond de trou pour broyer les roches à l’aide de l’air comprimé jusqu’à l’aquifère fissure ou altéré. Procéder au mesures des débits à chaque venue d’eau jusqu’à l’obtention du débit souhaité (au moins 3m3/h).
* Cote prévisionnelle : A titre indicatif il est prévu une foration de 50m.

A.2 Equipement du forage

Matériels et matériaux :

L’équipement du forage se fera avec

* PVC pleins de diamètre 110/125 de qualité valider par le contrôleur
* Crépines 110/125 de fente 1mm de qualité valider par le contrôleur.
* Gravier 2-3mm, siliceux, grains arrondi et propre de qualité valider par le contrôleur.
* Bentonite, sac de 25kg pour le Parker.

A.3 Développement

* Le soufflage : Utiliser un compresseur pour développer le forage pendant 4h de temps au moins.
* Test de débit par palier et de longue durée :
* Quatre (4) paliers de débit enchaînés de 1h chacun. Repartir les débits selon la capacité du forage et selon les règles de l’art.
* Le test de longue durée s’effectue pendant 4h de temps au moins avec le débit du dernier pallier.
* Résultat attendu :
* Obtention d’une eau claire
* Déterminer le débit critique et le débit d’exploitation
* Déterminer la capacité de production du forage de m3/h

A.4 Analyse physico-chimique

Effectuer deux analyses physico-chimiques des ions majeurs : la première analyse avec une direction départementale de l’hydraulique et la deuxième avec un laboratoire privé.

1. Description des Travaux de Génie Civil

B.1 Tête de forage

Un avant-puits imperméable sera nécessaire pour que la fermeture au niveau supérieur du forage soit hygiéniquement parfaite. L’avant puits sera réalisé conformément aux indications des plans en annexe. Il devrait être construit sur le modèle suivant, avec :

* Un tuyau d'avant puits à bride avec une bride murale soudée ;
* Un couvercle d'avant puits pourvu d'une bride, dans lequel la tubulure de branchement est soudée au centre par des tôles de l'âme. La colonne montante de la pompe est accrochée à la tubulure au niveau inférieur et la tuyauterie du départ du forage est raccordée à cette première au niveau supérieur. La tubulure de branchement a une bride à souder en bas et une collerette avec une bride pivotante en haut. Le couvercle comportera aussi des anneaux à vis et des orifices pouvant se fermer au moyen de presse-étoupe, servant au montage de l'installation de câbles, de l'indication du niveau de l'eau, de l'aération et de l'évacuation de l'air.

Le tuyau de l'avant puits sera raccordé au tubage du forage. Il sera en acier avec une protection anticorrosive.

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Compteur à gros débit | Manomètre | Clapet anti retour | Piège à sable (filtre) | Robinet de puisage | Ventouse |
| 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |

Diagram, engineering drawing

Description automatically generated

Figure 1: Illustration tête de forage

## 3.2.2 Réservoir

Le réservoir sera en acier anticorrosif « inoxydable » ou en tôle noire de volume spécifié dans le cadre de devis. Les travaux du réservoir comprennent les fondations, les supports, et la tour en acier anticorrosif « inoxydable » profilé supportant le réservoir ainsi que l’aménagement d’un dispositif de vidange. Des joints en caoutchouc seront prévus entre les supports métalliques et la tour afin d'éviter le phénomène redox ainsi que des compensateurs de dilatation pour le montage des tuyauteries.

L’entrepreneur devra prévoir la fourniture, le transport et l'installation de tous les tuyaux, pièces spéciales et pièces de raccordement nécessaires pour les conduites :

* De refoulement en AG qui mène de la tranchée hors du réservoir jusqu’à la manchette de remplissage située sur le coté, en partie haute de la cuve, y compris tout le matériel de fixation.
* De départ pour la distribution, une conduite en AG. La conduite de distribution munie d’une vanne à brides qui sera coiffée d’une crépine en acier inoxydable.
* De "By-Pass" en AG entre le refoulement et la distribution. Une vanne à brides sera placée sur le "By-Pass".
* De trop plein AG avec une trompette d'entrée.
* De vidange AG partant du fond du réservoir jusqu'à la conduite du trop-plein, cette conduite doit être munie d'une vanne d'arrêt.
* Un compteur d’eau sur la conduite de distribution.
* Un dispositif de contrôle de mise en marche et arrêt de la pompe.

Le château d'eau devra comprendre :

* Une cheminée d'aération coudée en 3 " soudée sur le toit du château et protégée par une grille contre les insectes,
* Un trou d'homme muni d'une fermeture étanche,
* Une échelle d'accès extérieure protégée par un garde-fou ; aussi, un garde-fou extérieur autour de la cuve,
* Une échelle d'accès intérieure fixée sur le fond de la cuve,
* Un dispositif de visualisation extérieur du niveau d'eau,

Tous les supports du réservoir ou toutes autres parties qui ne sont pas en acier INOX seront galvanisés à chaud. La couche de galvanisation aura une épaisseur de 70 à 80 microns. Le réservoir sera rempli d’eau pendant deux (2) jours. Pendant ce délai, l’ouvrage devra être parfaitement étanche. Le niveau à l’intérieur de l’ouvrage ne devra pas varier. Lorsque cet essai aura décelé des fuites ou suintements, tant dans le corps de l’ouvrage qu’aux passages des tuyauteries, l’Entrepreneur sera tenu de réparer l’ouvrage et l’ingénieur pourra exiger que l’essai soit repris. La réception provisoire ne pourra être prononcée qu’après exécution concluante de l’essai d’étanchéité.

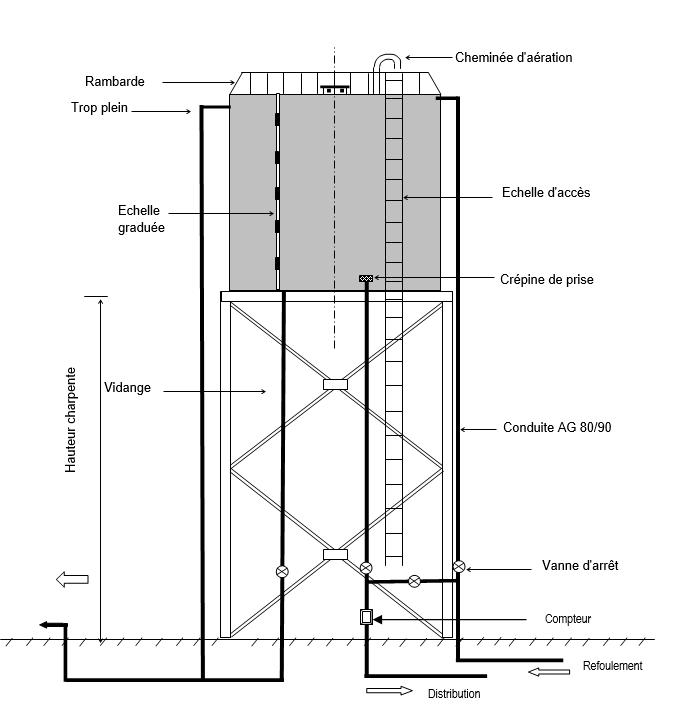


Figure 2: Illustration schéma réservoir

## 3.2.3 Réservoir La rampe comprendra :

Une dalle en B.A de 3,00 m x 3,00m x 0,20 m avec des pentes telles indiquées sur les plans permettant de rassembler les eaux de débordement pour les évacuer par un chenal de drainage cimenté. Le muret supportant les robinets devra être en béton arme les La longueur de ce chenal sera déterminée pour chaque borne fontaine. La dalle repose sur un béton de propreté de 0,05 m d’épaisseur. Un compartiment en BA devant abriter le compteur et la vanne de la borne fontaine. Une porte métallique cadenassée assure la fermeture du compartiment ; Un regard maçonné d’infiltration, de forme carrée de 1mx1m de côté et 0,1 m de profondeur avec dalle de fermeture sera réalisé. Ce regard est relié au chenal ci - haut évoqué. Il est équipé d’une conduite d’infiltration. La façade de la rampe devra être carrelée.

NB : les ferraillages seront en fer de 8 et 10mm normalises

* Modules et champs photovoltaïque

i) Caractéristiques physiques

Le générateur ou le champ photovoltaïque d’un site de pompage est constitué d’un lot de modules photovoltaïques d’encapsulation bi verre ou verre/tedlar et interconnectés en série et en parallèle, et éventuellement regroupé en sous champ ; ces modules seront en silicium mono- ou poly- cristallin dotés de diodes parallèles de protection. Les systèmes comportant des générateurs photovoltaïques au silicium amorphe ou autre couches minces sont exclus.

La puissance nominale d’une catégorie des modules sera comprise entre 50Wc et 180Wc avec une tolérance de + ou – 10%. Ces puissances nominales sont données dans les conditions standards (STC) tel que définies dans les normes CEI 61215 et CEI 60904-3.

Les modules d'un même champ seront de même catégorie et interchangeables, c’est-à-dire de même puissance nominale et de même dimension.

Néanmoins, d’un champ à l’autre ou d’un site à l’autre, le soumissionnaire proposera un maximum de 2 ou 3 catégories de puissance crête nominale, dans la plage de 50 à 180 WC, afin d’optimiser le dimensionnement du générateur photovoltaïque en fonction des besoins journaliers d’eau estimés.

ii) Caractéristiques mécaniques et marquage :

Le module doit être doté de boîtier(s) étanche(s) de degré IP55 abritant les borniers de connexion. Les boîtiers seront équipés de presse étoupes permettant la traversée étanche des câbles. La polarité des borniers doit être clairement indiquée à l’intérieur du boîtier.

Chaque module sera doté d'un cadre en matériau non corrosif (aluminium anodisé ou acier inox.). Le cadre doit pouvoir assurer au module une bonne résistance à la torsion due aux manipulations, de chocs et aux conditions extrêmes de fonctionnement.

Chaque module PV doit être muni d’une plaque signalétique contenant au minimum les informations suivantes :

* nom, monogramme ou symbole du fabricant,
* numéro ou référence du modèle,
* puissance -crête (WC),
* courant de court-circuit (A),
* tension de circuit ouvert (V) pour les conditions STC (conditions de tests standard),
* tension maximale admissible de système pour lequel le module est adéquat,
* classe de protection,
* numéro de série,
* pays de fabrication.

iii) Norme et essais de type

L'homologation de type doit être certifiée par un rapport d’essai effectué par un laboratoire d'essais européen/ACP agréé et conduit conformément à la procédure IECQ QC 001002. De plus le laboratoire doit lui-même être conforme au standard européen EN 45001.

iv) Fiche de mesure de performance et test de contrôle

Les modules PV doivent être testés et certifiés conformément à la norme internationale CEI-61215.

Avant l’expédition des fournitures vers le Niger, l’adjudicataire remettra à l’administration un extrait de la fiche de mesures de performances (STC) en usine de chaque module photovoltaïque livré. Ces données devront contenir à minima le numéro de série et les points principaux de la courbe caractéristique : Icc, Vco, Vp, Ip, Pmax.

L’ensemble de l’installation doit répondre à la protection contre le choc électrique, en conformité avec la norme CEI 364. La prise en compte du dispositif anti-vol de base (selon le pays) du point 5.6 ci-dessus permettra la protection des modules contre les vols.

Sauf spécification contraire retenue dans le cadre du présent CCPT, les normes ci-après restent d’application :

* CEI 60904-1(Dispositifs photovoltaïques : Mesure des caractéristiques courant –tension des dispositifs photovoltaïques);
* CEI 61215 (Modules photovoltaïques au silicium cristallin pour application terrestre : qualification de la conception et homologation).
* Structure de support et installations

Les structures de support permettant l'assemblage des modules ainsi que tous les dispositifs d’ancrage seront fabriqués en matériaux inoxydables (aluminium anodisé ou en acier galvanisé à chaud).

Les points bas des modules devront être placés à une hauteur minimale de 1 m par rapport au sol.

L’inclinaison du plan du module sera de 15° par rapport à l’horizontale et son orientation sera plein sud

(= sud géographique) et non modifiable par l’utilisateur.

Le champ photovoltaïque sera totalement libre de toute ombre portée dans l’intervalle de 8 heures centrées sur le zénith.

La structure support et son système d’ancrage devront garantir la résistance de l’ensemble "modules + structures supports" à des vents de 150 km/h justifiée par une note de calcul.

Il est toutefois nécessaire que les massifs en béton supportant les structures aient une élévation minimale de 20 cm au-dessus du sol.

Les systèmes de fixations (écrous, boulons, rondelles, supports) seront en matériau inoxydables (aluminium anodisé, acier inoxydable). Une attention particulière sera portée à ne pas créer d’effet électrolytique entre systèmes de fixation et structure support.

La structure de support doit être dimensionnée de façon à permettre le nettoyage des panneaux solaires sur leur la partie haute sans difficultés.

* Convertisseurs d’énergie CC/CA

Dans le cadre du présent appel d’offres une technologie de convertisseur sera admise en aval du générateur PV pour adapter le courant d’alimentation aux caractéristiques du moteur de la pompe : les convertisseurs CC/CA à fréquence variable couplé à une électropompe de type centrifuge à moteur CA triphasé de type standard (rotor à cage d’écureuil),

Les convertisseurs associés à un moteur à courant continu ne sont pas admis.

Le convertisseur doit assurer un contrôle complet et automatique de l'ensemble du système photovoltaïque et être capable de fournir les quantités d’eau quotidienne garantie, dans les conditions de fonctionnement extérieures suivantes : température ambiante de 45°C, 100% d’HR.

Le convertisseur doit fonctionner avec un courant à l’entrée (CC) supérieur de 25% au courant de court-circuit du générateur photovoltaïque, dans la plage de tension de fonctionnement.

Pour les onduleurs CC/CA, seront acceptées les technologies qui suivent à tout instant le point de puissance maximal (MPPT), ou tout autre système de régulation tels les appareils à consigne de tension (voltage fixe). Le soumissionnaire précisera dans la fiche annexe les spécifications précises des onduleurs proposés (type d’onde, tension d’entrée, de sortie, plage de fréquence, rendement en fonction du niveau de charge, …)

Le boîtier du convertisseur aura un indice de protection IP55 si installé à l'extérieur et IP54 si installé sous abri et IP 32 si installé dans un local fermé. Dans tous les cas le convertisseur devra être protégé contre une incidence directe du rayonnement solaire et être adapté aux conditions tropicales (IEC 68230).

Le conditionneur d’énergie pourra aussi être intégré au moteur. Dans ce cas, le système devra comporter un boîtier extérieur comportant des indications analogues à celle d’un conditionneur extérieur séparé.

Il devra disposer au minimum des protections automatiques contre les phénomènes suivants:

* Inversion de polarité à l'entrée,
* Surtension à l'entrée de l'onduleur (foudre, …),
* Surintensités à la sortie,
* Dénoyage de la pompe (manque d’eau),
* Blocage du moteur de la pompe,
* Débordement du réservoir.

Si la distance entre le générateur et l’onduleur est supérieure à 20 m, la protection contre les surtensions via une varistance de classe C, tel que défini par la norme CEI 61024 est obligatoire.

Le convertisseur sera équipé d'un interrupteur manuel marche/arrêt, prévu pour être actionné au quotidien (durée de vie de minimum 5000 cycles).

Il sera exigé une protection contre le dénoyage de la pompe par une détection automatique de la survitesse, basée par exemple sur la relation fréquence/puissance ou par une électrode non corrodable pour une pompe volumétrique. Cette protection contre le dénoyage devra inclure une fonction de redémarrage temporisé de la pompe.

Dans les conditions de pannes fugitives, l'onduleur doit aussi pouvoir redémarrer automatiquement après la disparition de l'anomalie.

Le boîtier extérieur comportera au minimum des visualisations pour les conditions de fonctionnement suivantes :

* Fonctionnement normal,
* Fonctionnement à sec de la pompe : manque d'eau dans le forage,
* Blocage de la pompe,

Le convertisseur doit pouvoir fonctionner de façon à assurer un démarrage et un arrêt autonome du système.

Le soumissionnaire proposera en option, un dispositif permettant de basculer manuellement la connexion de l’électropompe pour l’alimenter directement à partir d’un groupe électrogène de secours.

Sauf spécification contraire retenue par le présent CPT, les normes CEI 60529 et CEI 61024 sont d’application.

* Électropompe immergée et moteur

a) Prescriptions générales

Il est précisé que :

Le forage sur lequel seront installés les équipements photovoltaïques sont tubés au moyen de tube PVC, dotés de crépines au droit des venues d'eau. Les diamètres intérieurs des tubes sont indiqués dans le tableau n° 3.

Le diamètre de la pompe à fournir sera donc tel que munie de tous les accessoires, elle puisse être installée dans le forage.

La pompe, objet du présent CCTP, sera une pompe centrifuge ou volumétrique.

Les pompes à transmission par axe vertical à arbre long sont exclues

b) Pompe

L’électropompe immergée devra être constituée entièrement en acier inoxydable 304 ou 316 en fonction de la qualité de l’eau.

Son encombrement devra être telle qu’elle puisse être installée, avec ses accessoires et fonctionner normalement dans le forage de diamètre indiqué dans le tableau plus haut.

La pompe pourra opérer de manière continue et sans risque de dommage jusqu’à une vitesse de 3600 tours/mn sous réserve de compatibilité avec le conditionneur d’énergie. Les courbes H=f(Q) à plusieurs fréquences de la pompe proposée seront fournies avec les courbes de rendement

Leurs caractéristiques sont adaptables en fonction du débit requis et de la hauteur manométrique totale (HMT).

Les plages de hauteurs manométriques et de débits des pompes proposées seront conformes aux données du Tableau 3.

La pompe proposée doit pouvoir toutefois supporter une augmentation dans le temps de la Hauteur manométrique de 20% sans que son rendement ne subisse une baisse d’autant.

La pompe immergée dotée d’un clapet anti-retour (obligatoire pour les pompes centrifuges) devra être adaptée à l’agressivité des eaux et, par conséquent, supporter les eaux de qualité physico-chimique suivantes : pH<6 ; T°C > 35º C et eau chargée de matériaux avec un taux de charge ≤ 40 g par m3 d’eau pompée.

Les pompes de diamètre nominal inférieur au diamètre nominal du forage, seront impérativement installées avec un dispositif de centrage dont la description et les plans seront fournis dans l’offre du soumissionnaire.

La pompe sera impérativement installée au-dessus des crépines du forage.

Des cages d’aspiration’’ seront quelquefois nécessaires. L’offre du soumissionnaire devra expliciter dans quelles circonstances un tel dispositif sera nécessaire et fournir tous les détails et descriptions y relatifs.

c) Moteur de pompe

Le moteur électrique est un moteur optimisé à haut rendement (facteur de puissance supérieur à 80%) répondant aux spécifications de l'indice de protection IP66.

Pour une puissance électrique à l'entrée du moteur égale à 90% de la puissance du générateur, son rendement sera au moins égal à 70%.

La puissance est sélectionnée en fonction de la puissance du générateur photovoltaïque.

Le câble d’alimentation électrique de l’

Électropompe est du type plat à 3 ou 4 conducteurs ou plus selon le type de moteur.

La liaison électrique au niveau de l’électropompe est effectuée à l’aide d’une boîte de liaison étanche (trousse à épissure) résistant à une pression supérieure ou égale à 3 bars.

Les éléments constitutifs des câbles et boîtes de liaisons sont de qualité alimentaire de nature à préserver la potabilité de l’eau.

Le refroidissement du moteur sera garantie pour les vitesses de l'eau arrivant sous la pompe ; la vitesse minimale à pleine charge sera indiquée et justifiera ou non la nécessité d’équiper ou non l’électropompe d’un dispositif de refroidissement.

## 3.2.4 Câblage et Accessoires complémentaires de fournitures pour installation

a) Câblage

Les câblages électriques satisferont les conditions suivantes :

* les câbles électriques destinés au groupement des modules seront de type H07RNF ou équivalent, adapté à une utilisation en extérieur selon la norme CEI 60811,
* les câbles électriques destinés à la connexion des sous/ou des champs à l'onduleur sera soit de type H07RNF ou équivalent
* tous les passages souterrains seront effectués sous gaine rigide (fourreau ou tuyau PVC) de diamètre adéquat, à une profondeur minimale de 40 cm et reposant sur un lit de sable,
* les sorties de gaine ou tuyau PVC seront élevées à 30 cm du sol, et bouchées à l’aide de résine silicone, Dans tous les cas, les isolants PVC non enterrés sont interdits.
* les sections des conducteurs seront telles que les chutes de tension n'excèdent les valeurs ci-après

|  |  |
| --- | --- |
| Liaison | Chute de tension [%] |
| Module – Module | 1 |
| Champ PV – Onduleur | 1 |
| Onduleur – Pompe | 3 |

* les attaches de câbles sur les structures seront du type « Col Son » traitées anti-UV ou équivalent,
* l’électropompe sera alimentée par un câble électrique spécialement adapté, comme décrit au § 7.3.3.,
* au-dessus de la tête de forage le câble d'alimentation de la pompe sera protégé contre l'irradiation UV à l'aide d'un fourreau adéquat si celui-ci n'est pas résistant aux radiations UV ou à l’aide de feuillard petit jean inox

b) Boîtes de jonctions- répartiteur

* Toutes les connexions en série et en parallèle seront exécutées dans les règles de l’art.
* Toutes les liaisons électriques seront effectuées dans les boîtes de jonction indice IP 55 en matériau traité anti-UV, placées à au moins 50 cm par rapport au sol et à l’abri du rayonnement direct.
* Toutes les traversées de boîtes de jonction seront pourvues de presse-étoupe de diamètre adapté aux câbles électriques, pour éviter toute intrusion d’insectes et assurer un bon maintien mécanique des câbles.

Il sera prévu deux types de boîte de répartition :

* Un premier type installé au niveau des travées (panneaux).
* Un second type installé en amont du convertisseur.

Boîtes travée

Dans le cas où plusieurs travées seraient installées, chacune des travées sera équipée d'une boîte. Cette boîte devra servir d'interface entre la travée et la boîte répartiteur et facilitera les interventions de maintenance.

Boîte répartiteur (pour des champs PV de plus de 2 travées)

Placée en amont de l'onduleur cette boîte comprendra :

* des borniers de connexion de chaque travée (+/-),
* des borniers de mise en parallèle des différentes travées,
* les borniers d'alimentation de l'onduleur,
* des diodes séries ou fusibles de protection des travées,
* un coupe circuit [sectionneur] permettant d'isoler l'onduleur du champ PV,
* des dispositifs de mise à la terre,
* des dispositifs de protection contre les surtensions d'origine atmosphérique.

c) Protection contre les surtensions d'origine atmosphérique

La mise à la terre des équipements consiste en des enceintes métalliques, des boîtes, des supports et des enveloppes d'équipement qui sont connectés à un point de terre de référence de sorte que le courant s'écoule à la terre si l'enceinte est mise sous tension (vient en contact avec un circuit électrique).

Cette protection intéressera trois niveaux :

* Equipotentialité des masses métalliques,
* Protection ‘’entrée/sortie’’ des connexions distantes par varistances à oxyde de zinc ou similaire ;
* Mise à une terre commune des masses d’une polarité et raccordement de l’autre via varistance.

Le dispositif général de protection contre les surtensions d’origine atmosphérique sera détaillé et argumenté dans l’offre par une note spécifique.

Les mesures prises concernant la liaison conditionneuse d’énergie/interrupteur à flotteur seront clairement décrites et justifiées.

Le système de pompage sera muni d’une prise de terre de résistance inférieure à 30 ohms, auquel seront connectés la structure métallique support de modules et les borniers de terre des boîtes de jonctions du générateur, du convertisseur et de l’électropompe.

La prise de terre sera soit du type "à plaques enterrées", les plaques auront une épaisseur minimale de 2 à 5 mm si elles sont en acier et de 2 mm si elles sont en cuivre. La surface utile des plaques sera de 0.5 m². Elles seront enterrées en position verticale et de telle façon que la distance de leur sommet à la surface du sol soit au minimum de 200 mm.

Dans le cas où la prise de terre est "à pic vertical", le pic pourra être constitué :

* soit d'un tube d'acier de diamètre minimal 25 mm,
* soit par un profilé d'acier de 60 mm de côté au minimum,
* soit par une barre d'acier ou de cuivre de diamètre minimal 14 mm.

Dans tous les cas, les pics seront enterrés verticalement et leur longueur sera au minimum de 2 mètres.

La valeur de la résistance de terre par un telluromètre ne doit pas dépasser 30 ohms par la méthode des points XYZ.

Sauf spécification contraire retenue par le présent CCTP, les normes CEI 364 (protection électrique) et CEI 61173 (Protection contre les surtensions des systèmes photovoltaïques (PV) de production d'énergie –Guide) sont d’application.

* Refoulement et alimentation électrique du moteur

Le système de pompage sera livré avec une conduite de refoulement présentant les caractéristiques suivantes :

* conduite de type flexible, en matériau synthétique de qualité alimentaire, résistant aux eaux agressives et autoporteuses ;
* le soumissionnaire proposera des diamètres optimisant le coût et les pertes de charge ; la colonne sera livrée avec l’ensemble des accessoires constitués de matériaux non corrodables ;
* jonctions conduite - tête d’électropompe et conduite - tête de forage par raccords démontables en acier inoxydable
* la connexion électrique entre "moteur pompe" et le câble de sortie du conditionneur d’énergie sera assurée par une boite de connexion étanche pouvant résister à une pression supérieure ou égale à 2 bars ;
* la ligne d’air sera constituée par un tube en nylon armé de faible section (3/8 de pouce environ) qui partira de la crépine de la pompe pour arriver à la tête de forage.
* système d’attache intégré à la conduite pour fixation du câble électrique et des autres accessoires (câble de sécurité, ligne d’air)

Câble de sécurité reliant l’électropompe à la tête de forage en acier inoxydable

**IV.** **Critères d’Evaluation**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **CRITERES D’EVALUATION** | | **MAX POINTS** |
| **A** | **Expérience générale du soumissionnaire** | **20 points** |
|  | Le soumissionnaire doit avoir une expérience générale:   * Moins d’un an d’expérience : 0 pts * 01 an à moins de 5 ans d’expérience : 10 pts * 5 ans d’expérience et plus: 20 pts |  |
| **B** | **Expérience spécifique du soumissionnaire** | **30 points** |
|  | Exécution satisfaisante de prestations de services dans le domaine la foration avec installation de pompes.   * Exécution satisfaisante d’une (1) a deux (2) prestation : 5 pts * Exécution satisfaisante de trois (3) a quatre (4) prestations : 10 pts * Exécution satisfaisante de cinq (5) prestations ou plus : 30 pts |  |
| **D** | **Composition de l’équipe** | 1. **points** |
|  | **Conducteur des travaux, ingénieur (BAC+5) en Hydraulique, Génie civil ou Génie rural**   * Moins de 1 an d’expérience : 0 pts * 01 an à 5 ans expériences : 10 pts * 6 ans expériences à plus : 20 pts |  |
|  | **Chef de chantier, Technicien (BAC+2) en Hydraulique, Génie civil ou Génie rural**   * Moins de 1 an d’expérience : 0 pts * 01 an à 3 ans expériences : 5 pts * 04 ans expériences à plus : 10 pts |  |
|  | **Un électromécanicien Technicien (BAC+2) électromécanique**   * Moins de 1 an d’expérience : 0 pts * 01 an à 3 ans expériences : 5 pts * 04 ans expériences à plus : 10 pts |  |
|  | **Un technicien Foreur (BEPC+3) diplôme de Technicien ou Cadre de Maitrise**   * Moins de 1 an d’expérience : 0 pts * 01 an à 3 ans expériences : 5 pts * 04 ans expériences à plus : 10 pts |  |
|  | **SCORE TOTAL** | **100** |

NB : Toutes les expériences et diplômes doivent être prouvés sous peine de nullité.

**ANNEXE E :** **CONTESTATION DE LA PROCEDURE D’ADJUDICATION**

**SYSTÈME DE CONTESTATION DE RESULTATS**

Les soumissionnaires peuvent accéder à ce document en activant le lien ci-après :

[Procédures de Recours (BID Challenge) > Millennium Challenge Account - Niger (MCA-Niger) (mcaniger.ne)](https://www.mcaniger.ne/2018/07/10/procedures-de-recours-bid-challenge/)

**ANNEXE F :** **FORMULAIRE DE CERTIFICATION D’ENTREPRISE PUBLIQUE**

**(*A remplir obligatoirement par le soumissionnaire*)**

Les Entreprises publiques ne sont pas admissibles pour obtenir des marchés financés par le MCC. Par conséquent, les Entreprises publiques (i) ne peuvent pas être des parties à un quelconque contrat financé par le MCC pour la fourniture de biens, de travaux ou de services par le biais d’un processus concurrentiel d’adjudication, d’un appel d’offres limité, d’un contrat de gré à gré ou de sélection d’une source unique ; et (ii) ne peuvent pas être pré-qualifiées ou présélectionnées pour un quelconque contrat financé par le MCC et devant être octroyé par l’une de ces méthodes.

Cette interdiction ne s’applique pas aux Travaux en régie effectués par des entités appartenant au gouvernement du pays du Maître de l’ouvrage ou aux établissements d’enseignement et centres de recherches du secteur public ainsi qu’aux entités statistiques ou cartographiques, ou aux autres entités techniques, du secteur public qui n’ont pas été formées principalement dans un but commercial, ou pour lesquels une exception est accordée par le MCC conformément à la Partie 7 des Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de le MCC. Vous pouvez consulter l’intégralité de cette politique sur la page des Directives relatives à la passation des marchés du Compact sur le site Internet du MCC ([www.mcc.gov](http://www.mcc.gov)). Dans le cadre de la vérification de l’admissibilité pour ce marché, veuillez remplir le formulaire ci-dessous afin d‘indiquer le statut de votre entité.

Aux fins de ce formulaire, le terme « Gouvernement » désigne un ou plusieurs gouvernements, y compris toute agence, administration, subdivision ou autre service de l’État à un niveau quelconque dans un pays ou une région.

**CERTIFICATION**

Dénomination sociale du Soumissionnaire : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Dénomination sociale du Soumissionnaire dans la langue et l’écriture du Pays de constitution (si elle est différente de ce qui est indiqué ci-dessus) :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Adresse du siège social ou de l’établissement principal du Soumissionnaire :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nom complet de trois (3) dirigeants du Soumissionnaire (pour tout Soumissionnaire qui est une entité) :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Dénomination sociale de l’entité-mère ou des entités-mères du Soumissionnaire (le cas échéant ; indiquez si le Soumissionnaire n’a pas d’entité-mère) :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Dénomination sociale de l’entité-mère ou des entités-mères du dans la langue et l’écriture du Pays de constitution (si elle est différente de ce qui est indiqué ci-dessus) :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Adresse(s) du siège social ou de l’établissement principal de l’entité-mère ou des entités-mères du Soumissionnaire (le cas échéant) :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1) Un État détient-il une majorité ou une participation de contrôle (que ce soit sur la base de la valeur ou des droits de vote) dans votre capital ou une autre participation lui procurant des droits de propriété (que ce soit directement ou indirectement, et que ce soit par le biais de fiduciaires, d’agents ou d’autres moyens) ?

Oui Non

2) Si votre réponse à la question 1 était oui, quel type d’entité contrôlé par le gouvernement êtes-vous :

1. Établissement d’enseignement Oui Non
2. Centre de recherche Oui Non
3. Entité statistique Oui Non
4. Entité cartographique Oui Non
5. Autre entité technique n’étant pas constituée essentiellement à des fins commerciales Oui Non

3) Quelle que soit votre réponse à la question 1, veuillez répondre à la question suivante :

1. Recevez-vous des subventions ou paiements (y compris toute forme de crédit à titre de subvention) ou toute autre forme d’assistance (financière ou autre) d’un gouvernement ?

Oui Non

Si oui, décrivez : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. Un gouvernement vous a-t-il accordé des droits ou privilèges juridiques ou économiques spéciaux ou exclusifs pouvant affecter la compétitivité de vos biens, travaux ou services, ou influencer par ailleurs vos décisions commerciales ? Oui Non

Si oui, décrivez : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. Un gouvernement peut-il imposer ou ordonner l’une des actions suivantes à votre égard :
2. Toute réorganisation, fusion ou dissolution de votre entité, ou la formation ou l’acquisition de toute filiale ou autre affiliée par votre entité ? Oui Non
3. la vente, la location, l’hypothèque, le nantissement ou la cession par ailleurs de vos principaux actifs, tangibles ou intangibles, que ce soit ou non dans le cadre habituel des affaires ? Oui Non
4. L’interruption, la réinstallation ou l’altération substantielle de la production, de l’exploitation ou d’autres activités importantes de vos affaires ? Oui Non
5. Votre exécution, résiliation ou non-exécution de contrats importants ?

Oui Non

1. La nomination ou le congédiement de vos managers, directeurs, cadres supérieurs ou autres dirigeants, ou la participation par ailleurs à la direction ou au contrôle de vos affaires ? Oui Non

4) Avez-vous jamais appartenu à l’État ou été contrôlé par l’État ? Oui Non

5) Si votre réponse à la question 4 était oui, veuillez répondre aux questions suivantes :

1. Pendant combien de temps avez-vous appartenu à l’État ? \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_
2. Quand votre entité a-t-elle été privatisée ? \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_
3. Recevez-vous des subventions ou paiements (y compris toute forme de crédit à titre de subvention) ou toute autre forme d’assistance (financière ou autre) d’un gouvernement ?

Oui Non

Si oui, décrivez : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. Même s’il ne détient pas la majorité du capital de votre entité ou ne la contrôle pas, un gouvernement continue-t-il à détenir une participation ou un pouvoir de prise de décisions dans votre entité ou dans vos affaires ?

Oui Non

Si oui, décrivez : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. Payez-vous de l’argent à un État en dehors d’impôts ou de taxes dans le cadre ordinaire de vos affaires à des niveaux et pourcentages équivalents à d’autres entreprises n’appartenant pas à l’État dans votre pays qui sont engagées dans le même secteur d’activité ? Oui Non

Si oui, décrivez : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Les participants doivent noter les points suivants :

1. Avant d’annoncer le nom du consultant ou du soumissionnaire gagnant, ou toute liste de Soumissionnaires pré-qualifiés ou présélectionnés pour ce marché, l’entité MCA discutera de l’admissibilité de ce(s) consultant(s) ou de ce(s) Soumissionnaire(s) avec le MCC. Le MCC entretiendra une base de données (en interne, par le biais de services d’abonnement ou des deux façons) des Entreprises publiques connues, et chaque soumissionnaire ou consultant gagnant ou pré-qualifié/présélectionné concerné par la présente disposition sera comparé à la base de données et fera l’objet de recherches complémentaires selon ce que le MCC pourra juger nécessaire au vu des circonstances.
2. Toute déclaration inexacte par une entité soumettant une Offre pour ce marché pourra être considérée comme une « pratique frauduleuse » aux fins des Directives relatives à la Passation des marchés du Programme du MCC et de toutes autres politiques ou directives applicables du MCC, y compris la Politique du MCC sur la prévention, la détection et l’élimination des fraudes et de la corruption dans les activités du MCC.
3. Toute entité qui aura été jugée par le MCC comme s’étant constituée toute seule, comme ayant sous-traité une partie quelconque de son contrat financé par le MCC ou comme s’étant associée par ailleurs avec une autre entité dans le but, ou en ayant l’effet potentiel ou réel, d’éviter ou de contourner par ailleurs les dispositions des Directives relatives à la Passation des marchés du Programme du MCC pourra être considérée par ailleurs comme une Entreprise publique à toutes fins utiles en liaison avec ces Directives.
4. Toute accusation digne de foi selon laquelle une entité soumettant une Offre en réponse à cet appel d’offres serait une Entreprise publique n’étant pas autorisée à soumettre une offre conformément aux Directives relatives à la Passation des marchés du Programme du MCC fera l’objet d’un examen dans le cadre de la procédure de contestation des Soumissionnaires conformément à ces Directives et portée à l’attention de l’instance de recours pour la contestation des Soumissionnaires de l’Entité MCA.

Je certifie par les présentes que les informations fournies ci-dessus sont exactes et correctes à tous égards, et je comprends que toute fausse déclaration, déclaration erronée substantielle ou non-communication d’informations demandées dans le présent certificat pourra être considérée comme une « pratique frauduleuse » aux fins des Directives relatives à la Passation des marchés du Programme du MCC et d’autres politiques ou directives applicables du MCC, y compris la Politique du MCC sur la prévention, la détection et l’élimination des fraudes et de la corruption dans les activités du MCC.

Mane

Signature autorisée : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nom du signataire (en caractères d’imprimerie) :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**ANNEXE G : BON DE COMMANDE**

**REPUBLIQUE DU NIGER**

|  |
| --- |
|  |

**IR/RMA/4//W. /22**

**N°** [*Les 2 ou 3 références dans le PP selon le cas***/**[*Nature : W=Travaux*].[***numéro du contrat*]/[*Année*]**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **BON DE COMMANDE** | | **Date :** | | | |
| Bénéficiaire : **MCA-Niger**  *Boulevard Mali Béro, Face Lycée Bosso, Commune I BP 738 Niamey-Niger* | | **Travaux de construction d'un forage communautaire en remplacement de celui impacté dans le cadre de la réhabilitation de la RN35, Margou-Gaya** | | | |
| **Entrepreneur :** | | | | | |
| Adresse : | | Tél : | | | N° RCCM:NI-NIA-  NIF:……………: |
| **COMMANDE** | | | | | |
| **Numéro de l'article** | **Description** | | **Quantité** | **Prix unitaire HT/HD (en FCFA)** | **Prix total HT/HD**  **(en FCFA)** |
| 1 | Construction d'un forage communautaire regroupant :  1) Un Forage ;  2) Un réservoir de stockage d’eau ;  3) Un système solaire de pompage ;  4) Une rampe comportant robinets pour la distribution de l’eau et ;  5) Un dispositif de raccordement et de protection du site. | | 1 |  |  |
| **MONTANT TOTAL HORS TVA/HD** | | | | |  |

**CONDITIONS PARTICULIERES DU BON DE COMMANDE**

* Le numéro d’immatriculation à la TVA et le nom du titulaire du compte, le numéro de compte (IBAN), le nom de la banque, la succursale de la banque et le code SWIFT doivent figurer dans la facture. La (les) facture (s) DOIT (DOIVENT) être présentée (s) ou envoyée(s) par courrier à l'adresse suivante :

Comptable de MCA Niger

A l’attention de: ***GFA CONSULTING GROUP and CHARLES KENDALL & PARTNERS – Fiscal Agent - MCA-Niger***

***Boulevard Mali Béro en face du Lycée Bosso,***

***4ème Etage,***

***Niamey-Niger***

* CG 2. Point focal du Prestataire : [*Nom, prénoms et titre*]
* CG 6. Lieu et délai de livraison : Les travaux seront réalisés à Daga Daga dans Le département de Gaya dans un délai de **soixante** **(60) jours calendaires à compter à compter du lendemain de la date de notification de l’Ordre de service.**
* CG 7. Garantie : **Six (06) mois** à compter de la réception provisoire.
* CG 8. Prix, facture et conditions de paiements :

(a) Le présent Bon de commande est autorisé par le MCA-Niger pour un montant total hors taxes/hors Douane de ***: …………………….. (…………..) Francs CFA***

(b) La facture sera envoyée par le fournisseur à l’adresse cité ci-dessus.

(c) Conditions de paiement :

* 95% dans un délai de 30 jours après la réception provisoire des fournitures et acceptation de la facture par MCA-Niger ;
* 5% après la réception définitive et acceptation de la facture. Toutefois, l’adjudicataire peut, après la réception provisoire, émettre une garantie bancaire couvrant les 5% pour couvrir la période de garantie.
* CG 8. En application des dispositions de l’Accord Compact et de l’Accord de Mise en Œuvre, le Prestataire doit soumettre pour enregistrement son Contrat/Bon de commande à l’administration fiscale, accompagné d’une copie de l’Accord Compact et d’une certification par le MCA-Niger que les biens, services ou travaux seront fournis en vertu de I' Accord de financement MCC et font partie des activités du programme Compact.

Conformément aux dispositions de l’article 2.8 de l’Accord Compact qui dispose que le financement est exonéré de tous impôts et taxes présents ou futurs, cette formalité est sans frais.

Les Conditions Particulières, les spécifications techniques, les plans acceptés par l’entreprise ainsi que les Conditions Générales et les Annexes font partie intégrante du Bon de Commande.

**Pour le MCA-Niger Au nom de l’Entreprise**

Mamane M. ANNOU **Nom :**

**Directeur Général Titre :**

**CONDITIONS GÉNÉRALES DE BONS DE COMMANDE (BC) MCA – NIGER**

1. **Généralités**

Les présentes Conditions générales (CG) s’appliquent à tous les achats de biens et services pour une valeur inférieure ou égale à 200.000$. En signant le Bon de commande (BC), le prestataire atteste avoir lu et approuvé les présentes CG sans aucune réserve. En cas de conflit entre les dispositions particulières portées sur le BC et celles des présentes CG, les dispositions particulières suscitées prévalent.

1. **Correspondances et point focal**

Le prestataire doit désigner un point focal qui assurera l’interface avec le MCA-Niger jusqu’à l’expiration des engagements du prestataire. Par ailleurs, toutes les correspondances relatives à la commande concernée doivent porter les références du BC.

1. **Exécution**

Pour certaines livraisons, MCA-Niger peut à sa seule discrétion solliciter une expertise extérieure afin de s’assurer de la conformité du matériel livré aux spécificités de la commande.

1. **Sous-traitants**

Le recours à la sous-traitance est interdit, sauf accord écrit préalable de MCA-Niger. Le prestataire doit imposer aux sous-traitants toutes les obligations qu’il a lui-même contractées à l’égard de MCA-Niger et s’assurer que lesdites obligations soient respectées.

**5. Expédition**

**5.1**. Le prestataire doit livrer selon les moyens et au lieu de livraison indiqué sur le BC.

**5.2.** Le prestataire est tenu de fournir à MCA-Niger suffisamment longtemps avant la livraison toutes les informations, telles que fiches de sécurité, fiches techniques, mode d’emploi, etc. le fournisseur doit mettre à la disposition de MCA-Niger, en temps voulu, de sa propre initiative et sans facturation, toutes les informations dont MCA-Niger a besoin pour mettre en place, exploiter, maintenir en état ou réparer l’objet de la livraison, y compris les dessins et tout autre document.

**5.3** S’il est fait appel à des sous-traitants, ceux-ci doivent indiquer le prestataire comme leur donneur d’ordre dans toute correspondance.

**6. Date de livraison, retard de livraison**

**6.1** La date de livraison contractuelle est contraignante et s’entend pour une réception au lieu de livraison et de la prestation convenue. Le prestataire est tenu d’informer MCA-Niger immédiatement par écrit de toute circonstance survenant ou prévisible entraînant l’impossibilité de respecter la date de livraison.

**6.2** En cas de retard de livraison, MCA-Niger est en droit d’appliquer sur le paiement du prestataire une pénalité de 0,5 à 1% du montant de la commande par semaine, et au maximum 10 % du montant du contrat. MCA-Niger peut à sa seule discrétion annuler le BC en question à tout moment, avant le maximum de la pénalité.

**7. Preuves de livraison, réception et garantie**

Les documents de livraison valides sont ceux signés par les deux parties à travers leurs points focaux.

Une retenue de garantie de 5% peut être prélevée au paiement final selon la nature de la commande. Le prestataire peut la remplacer par une caution bancaire remplissant les exigences prescrites par le MCA-Niger ; il est bien entendu que le MCA-Niger se réserve le droit de refuser le remplacement d’une garantie par une caution bancaire, sans avoir à motiver ce refus.

**8. Prix, factures et conditions de paiement**

Les prix, modalités de facturation et conditions de paiement sont précisés dans le BC concerné.

**9. Impôts**

Sauf si expressément exempté conformément au Compact, le Prestataire (y compris ses associés, le cas échéant), ses sous-traitants et leur personnel respectif sont soumis à certains Impôts (comme prévu au Compact) en vertu de la législation fiscale (actuelle ou future). Le Prestataire (y compris ses associés, le cas échéant), ses sous-traitants et leur personnel respectif doivent payer ces Impôts. Dans le cas où des Impôts sont imposés au Prestataire, à ses associés, sous-traitants ou à leur personnel respectif, le Prix du Contrat ne peut être ajusté pour prendre en compte de tels Impôts. Le MCA Niger n’est en aucun cas, responsable du paiement ou de la compensation des impôts à un Prestataire, ses associés, sous-traitants ou à leur personnel respectif.

**10. Validité du Bon de Commande** :

**10.1. Fournitures et Biens/travaux avec garantie :**

Quarante-cinq (45) jours après l’expiration du délai de garantie

**10.2. Fournitures et Biens sans garantie :**

Jusqu’à la fin du troisième (3ème) mois suivant la livraison totale des fournitures et acceptation de la facture par MCA-Niger

**11. Droits légaux découlant d’un défaut**

**11.1** Le prestataire garantie MCA-Niger contre tous vices cachés liés aux biens livrés. Sauf convention contraire, le bien doit être conforme aux règles de l’art et répondre aux exigences légales et réglementaires applicables. L’approbation d’un bien lors de la réception n’exonère pas le prestataire de son obligation de garantir les vices cachés liés au bien en question.

**11.2** Si la livraison présente des défauts, MCA-Niger est fondé à exiger son remplacement pur et simple, ou alors la résiliation du BC et le remboursement des sommes perçues par le prestataire, sans préjudice des dommages intérêts qui peuvent en découler.

**12. Assurances**

**12.1** Le prestataire doit avoir souscrit une assurance responsabilité civile conforme aux standards de la branche, offrant une garantie minimale équivalente au montant du BC en question et valide pour la durée de la relation contractuelle, y compris la période de garantie, et en apporter la preuve sur demande de MCA-Niger.

**13. Accès au site de livraison**

Pour l’accès au site de livraison, le prestataire doit suivre les instructions du personnel de MCA-Niger, compétent en la matière.

**14. Confidentialité**

Sauf avec le consentement écrit préalable du MCA-Niger, ou conformément aux exigences de la Législation applicable, le prestataire et son Personnel ne doivent pas (et doivent faire en sorte que les Sous-consultants et leur Personnel s’abstienne) à un moment quelconque de communiquer à toute personne ou entité des informations confidentielles obtenues dans le cadre de l’exécution du BC concerné.

Le Consultant et son Personnel ne doivent pas (et doivent faire en sorte que les Sous-consultants et leur Personnel s’abstiennent de), sans le consentement écrit préalable du MCA-Niger, utiliser tout document ou information en rapport avec le BC concerné, sauf aux fins de son exécution.

Le prestataire est tenu de respecter la confidentialité des informations, connaissances et documents qu’il a obtenus et de ne pas les rendre accessibles à des tiers et de les utiliser exclusivement aux fins de la commande concernée.

**15. Interdiction de cession**

Sauf convention écrite contraire, toute cession de BC est interdite.

**16. Juridiction compétente et droit applicable**

**16.1.** Les présentes sont soumises au textes et lois en vigueur sur le territoire Nigérien

Tout différend né de l’exécution ou de l’interprétation du présent contrat sera réglé à l’amiable.

En cas de non-conciliation, le litige sera réglé exclusivement par voie d’arbitrage et sera de ce fait soumis par la partie la plus diligente au Centre de Médiation et d'Arbitrage de Niamey (CMAN) en accord avec les dispositions suivantes :

**16.2.** Règles de procédure. Exception faite de ce qui est précisé aux présentes, les procédures arbitrales sont menées conformément aux règles de procédure d’arbitrage du Centre de Médiation et d’Arbitrage de Niamey (CMAN) en vigueur à la date du présent Contrat.

**16.3**. Sélection des arbitres. Chaque litige soumis à arbitrage par une Partie sera entendu par un arbitre unique. Les parties nomment un arbitre unique pour être confirmé par le Centre. A défaut d’accord sur l’identité de cet arbitre unique dans les quinze (15) jours à compter de la notification de la demande d’arbitrage à l’autre Partie, ou dans tout autre délai accordé par le Centre, l’arbitre unique est nommé par le Centre.

**16.4**. Arbitres remplaçants. Si pour une quelconque raison l’arbitre n’est pas en mesure de remplir sa fonction, un remplaçant est nommé conformément aux dispositions du règlement d’arbitrage du Centre de Médiation et d’Arbitrage de Niamey (CMAN) en vigueur à la date du présent Contrat.

**16.5.** Qualification des arbitres. L’arbitre unique doit être un expert en droit ou technique internationalement et/ou nationalement reconnu avec une vaste expérience en lien avec la question en litige.

**16.6.** Coûts. En cas de survenance d’un litige, l’allocation des coûts associés aux efforts de règlement avant arbitrage ou en lien avec l’arbitrage est déterminé conformément aux dispositions du règlement d’arbitrage du Centre de Médiation et d’Arbitrage de Niamey (CMAN) en vigueur à la date du présent Contrat.

**16.7**. Divers. Dans toute procédure d’arbitrage en vertu du présent Contrat :

(i) les procédures se tiennent, sauf accord des Parties, en français, et

(ii) le français est la langue officielle à tous égards.

**16.8.** Décision arbitrale. Les parties conviennent que, la décision de l’arbitre unique lie les parties conformément aux dispositions du règlement d’arbitrage du Centre de Médiation et d’Arbitrage de Niamey (CMAN) en vigueur à la date du présent Contrat.

**16.9. Droit d'observation du MCC.**

Le MCC a le droit d’assister en tant qu’observateur à toute procédure d'arbitrage relative au présent Contrat, à sa seule discrétion, mais pas l'obligation de participer à une procédure d'arbitrage quelconque. Que le MCC soit ou non observateur à tout arbitrage relatif au présent Contrat, les Parties doivent fournir au MCC des transcriptions écrites en anglais de toute procédure ou audience d'arbitrage et une copie de la sentence motivée dans les dix (10) jours suivant a) chaque procédure ou audience ou b) la date à laquelle une telle sentence est rendue. Le MCC peut faire valoir ses droits en vertu du présent Contrat dans le cadre d'un arbitrage mené conformément à la présente disposition ou en intentant une action devant tout tribunal compétent. L'acceptation par le MCC du droit d’assister en tant qu’observateur à l'arbitrage ne constitue pas un consentement à la compétence des tribunaux ou de tout autre organe d'une juridiction ou à la compétence d'un groupe spécial d'arbitrage.

**17. Exigences relatives à la lutte contre la fraude et la corruption**

Le MCC exige que MCA-Niger et tous les autres bénéficiaires du financement du MCC, y compris les soumissionnaires, fournisseurs, entrepreneurs, Sous-consultants et Consultants dans le cadre de contrats financés par le MCC, observent les règles les plus rigoureuses en matière d'éthique lors de la passation et de l'exécution de ces contrats.

La Politique en matière de prévention et de détection de la fraude et de la corruption, et de lutte contre ces pratiques dans les opérations du MCC (Politique « Anti-fraude et Anti-corruption (AFC) du MCC ») s’applique à tous les contrats et procédures de demande de propositions impliquant un Financement MCC. Ladite Politique est disponible sur le site web du MCC. La Politique AFC du MCC exige que les sociétés et organismes bénéficiant de fonds du MCC reconnaissent avoir connaissance de la Politique AFC du MCC et certifient au MCA-Niger avoir des engagements et procédures acceptables en place pour faire face aux risques de fraude et corruption.

http://www.oecd.org/corruption/Anti-CorruptionEthicsComplianceHandbook.pdf;

<http://cctrends.cipe.org/anti-corruption-compliance-guide/>

**18.** **Restrictions relatives à l’utilisation ou au Traitement des fonds octroyés en vertu du Financement de la MCC**

L’utilisation et le traitement des fonds du MCC en rapport avec le présent BC ne violent pas et ne pourront violer aucune des restrictions ou exigences spécifiées dans le Compact ni aucun autre accord approprié ou Lettre de mise en œuvre, ou loi applicable ou politique du gouvernement des États-Unis. Aucun Financement du MCC ne pourra être utilisé à des fins militaires, pour une quelconque activité susceptible d’entraîner une perte significative d’emplois aux États-Unis ou une délocalisation substantielle d’activités industrielles à l’extérieur des États-Unis, pour soutenir une quelconque activité susceptible d’entraîner une situation de danger au niveau de l’environnement, de la santé ou de la sécurité, ou pour financer des avortements ou stérilisation forcée comme méthode de planification familiale. Le Financement du MCC ne sera pas assujetti au paiement ou à l’imposition de Taxes/d’Impôts, tel que prévu dans le Compact.

**19. Dispositions diverses**

Le Fournisseur s’engage à se conformer aux exigences de MCA-Niger en matière de :

* Rapports et informations : accès aux rapports et informations, facilitation des audits et examens ;
* Conformité avec les lois contre la corruption et contre le blanchiment de fonds et le financement des activités terroristes et autres restrictions ;
* Conflit d’intérêts.

# Annexes au Bon de Commande :

* Annexe 1 : Conditions Particulières du Bon de Commande
* Annexe 2 : Conditions Générales du Bon de Commande
* Annexe 3 : Attestation de Régularité Fiscale (ARF) et Coordonnées Bancaires
* Annexe 4 : Dispositions complémentaires